



Haidar Eid: « Ce que veut Gaza »

Description

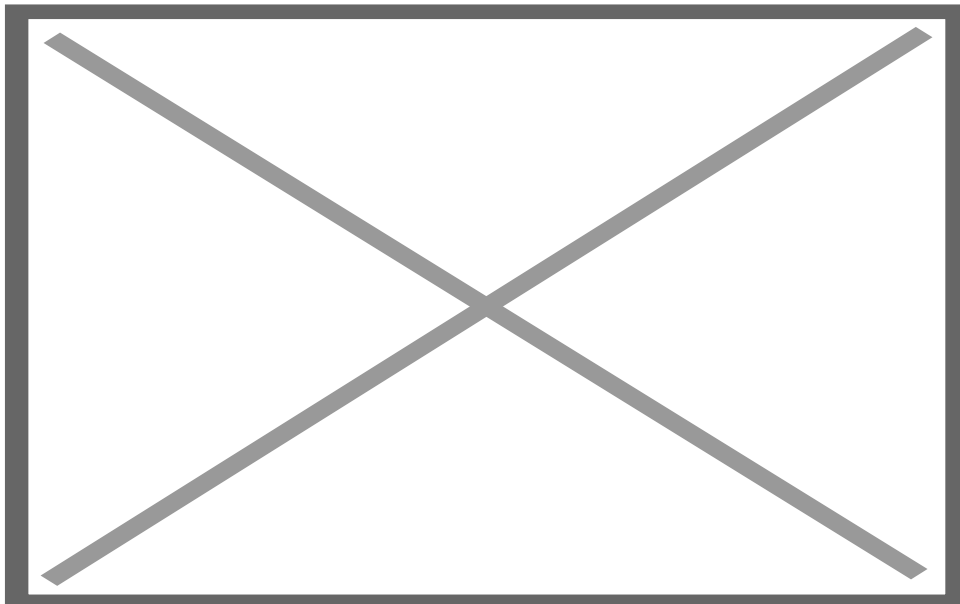


Photo by Ashraf Amra (APA images)

Quatre ans après que les forces d'occupation israéliennes aient massacré la population de Gaza, pour la troisième fois en cinq ans, l'apartheid d'Israël persiste à commettre davantage de crimes en prenant pour cibles des civils qui manifestent pacifiquement chaque vendredi, réclamant ainsi leur droit de retour reconnu par la communauté internationale dans les villes et les villages ethniquement nettoyés en 1948.

La dernière série de crimes de guerre israéliens résulte en un nouveau massacre ; depuis le 30 mars, date à laquelle eut lieu la première de la série des marches sur la barrière Est de la bande de Gaza, plus de 220 civils innocents, dont 34 enfants et 5 femmes, ont été assassinés brutalement alors qu'ils manifestaient de manière non violente. Plus de 2000 personnes ont été blessées, certaines très gravement. (Statistiques extraites du ministère de la santé de Gaza)

Tandis que nous, Palestiniens de Gaza, avons entrepris notre longue marche vers la liberté, nous sommes arrivés à la conclusion que nous ne puissions plus compter sur les gouvernements ; au lieu de cela, nous demandons aux citoyens du monde de s'opposer aux exactions criminelles en cours. L'absence de l'ONU et de ses nombreuses organisations à condamner de tels crimes prouve leur complicité. Nous sommes également parvenus à la conclusion que seule la société civile peut se mobiliser pour exiger la mise en œuvre du droit international et mettre un terme à l'impunité sans précédent d'Israël. Notre inspiration est le mouvement anti-apartheid. L'intervention de la société civile a été efficace à la fin des années 80 contre le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud blanche.

Nelson Mandela, avant sa mort récente, et l'archevêque Desmond Tutu, parmi d'autres militants anti-apartheid, n'ont pas seulement qualifié d'apartheid le contrôle oppressif et violent exercé sur les Palestiniens, ils ont également rejoint cet appel à une nouvelle intervention de la société civile.

En fait, nous attendons des personnes de conscience et des organisations de la société civile qu'elles fassent pression sur leurs gouvernements jusqu'à ce qu'Israël soit contraint de se conformer au droit international humanitaire et au droit international. Cela a fonctionné au siècle dernier ; sans l'intervention de la communauté internationale, qui fut efficace contre l'apartheid en Afrique du Sud, Israël poursuivra ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité.

Nous devons être plus précis sur nos demandes. Nous voulons que les organisations de la société civile dans le monde entier intensifient la campagne de sanctions contre l'apartheid pour contraindre Israël à mettre fin à son agression.

Il est devenu évident que la conspiration internationale du silence laissant accroître le génocide perpétré contre les deux millions de civils de Gaza dénote une complicité dans ces crimes de guerre.

Il est grand temps que la communauté internationale demande à l'État d'Israël, qui a violé toutes les lois internationales imaginables, de mettre fin à son siège militaire de Gaza et de compenser à l'égard des Palestiniens la destruction de la vie et des infrastructures vitales. Mais cela devrait également faire partie d'un ensemble de revendications à adresser par tous les groupes de solidarité avec la Palestine et toutes les organisations internationales de la société civile qui croient toujours en l'état de droit et les droits de l'homme fondamentaux :

La fin du siège imposé aux Palestiniens de la bande de Gaza depuis 2006 pour avoir voté contre la solution fictive des deux États et les accords d'Oslo ;

La protection des vies et des biens des civils, conformément aux dispositions du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, dans le cadre de la quatrième convention de Genève ;

Que les réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza reçoivent un soutien matériel pour faire face aux immenses difficultés qu'ils subissent des mains des forces d'occupation israéliennes ;

Réparations immédiates et compensations pour toutes les destructions effectuées par les forces d'occupation israéliennes dans la bande de Gaza ;

â?? Tenir les GÃ©nÃ©raux et les dirigeants israÃ©liens responsables des crimes de guerre et des crimes contre lâ??humanitÃ© commis contre les civils de Gaza ;

Et

â?? La fin de lâ??occupation, de lâ??apartheid et des autres crimes de guerre commis par IsraÃ©l.

Pourquoi est-ce trop demander ? Les mouvements anti-apartheid et de dÃ©fense des droits civiques Ã©taient-ils trop exigeants de demander la fin de toutes les formes de racisme, institutionnel ou autre ? Et la communautÃ© internationale a-t-elle eu tort de rÃ©pondre Ã leurs appels ?

Traduction : [Louise Desrenards](#)

Source: [Mondoweiss](#)

date crÃ©Ã©e
2018/11/10